

Mémoricides dans les espaces post-yougoslaves : de la destruction de la mémoire à la ré-écriture d'une mémoire excluante

Bénédicte Tratnjek

▶ **To cite this version:**

Bénédicte Tratnjek. Mémoricides dans les espaces post-yougoslaves : de la destruction de la mémoire à la ré-écriture d'une mémoire excluante. Grégory Cattanéo (dir.). Guerre, mémoire, identité, Nuvis, s.p., 2014. halshs-01054043

HAL Id: halshs-01054043
https://shs.hal.science/halshs-01054043

Submitted on 5 Aug 2014

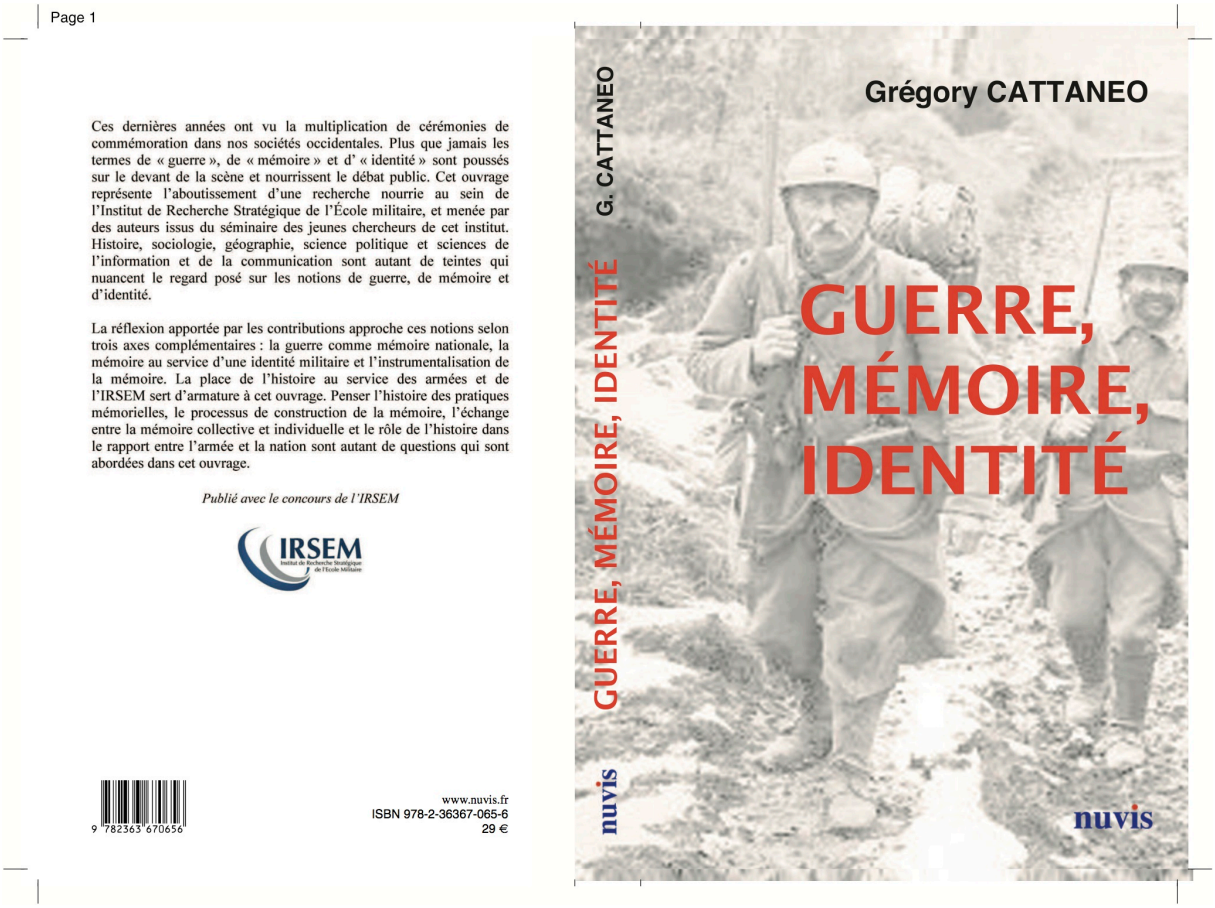
HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Manuscrit auteur (merci de citer la version publiée)
Bénédicte Tratnjek, 2014, « Mémoricides dans les espaces post-yougoslaves : de la destruction de la mémoire à la ré-écriture d'une mémoire excluante »,
dans Grégory Cattanéo (dir.), 2014, *Guerre, mémoire, identité*, Nuvis, Paris.

Mémoricides dans les espaces post-yougoslaves : de la destruction de la mémoire à la ré-écriture d'une mémoire excluante

Bénédicte Tratnjek



Mots-clefs :
Lieux de mémoire, mémoricides, villes en guerre, symbolique des lieux, destructions, conflits mémoriels, Balkans, ex-Yougoslavie.

Key words:
Places of Memory, "Memoricides", Cities in War, Places Symbolic, Destructions, Memory Conflicts, Balkans, Former Yugoslavia.

Résumé :
Les lieux de mémoire dans les territoires post-yougoslaves ne sont pas au cœur de l'actualité médiatique : pourtant, les conflits mémoriels sont l'expression spatiale et politique de l'ancrage de la guerre par-delà le temps des combats dans les territoires du quotidien. Les liens entre guerre et mémoire ne se traduisent pas seulement par les

procès menés à La Haye : loin des projecteurs médiatiques, les espaces de mémoire sont au cœur de fortes disputes territoriales et expriment aujourd'hui l'efficacité géographique de la guerre. En proposant de discuter des conflictualités pour les espaces de mémoire dans les territoires post-yougoslaves, on se propose de comprendre ce que sont aujourd'hui les « mémoricides ».

Summary:
Medias don't care about places of memory in Former Yugoslavia: however, memory conflicts are one of the spatial expressions of sustainability of the war across time figthing in living spaces. The links between war and memory aren't not only expressed by the trials in The Hague: away from media's spotlight, the memory spaces are at the heart of strong territorial disputes. And, today, they express the "geographical efficiency of the war". Discussing conflictualities for memory in Former Yugoslavia, the paper proposed to understand what "memoricides" are today.

Introduction : Les espaces post-yougoslaves, de la mémoire des conflits aux conflits de mémoire

Au cœur de l'actualité médiatique avec les destructions du patrimoine religieux (mausolées et sépultures) au Mali, les lieux de mémoire, par leur médiatisation, par les rites commémoratifs ou par leur ancrage dans les territoires du quotidien, ne sont pas seulement des « objets » de destruction : ils participent d'une destruction plus vaste de la mémoire d'un habiter. Si l'attention médiatique se porte souvent sur les hauts-lieux religieux, restreindre les espaces mémoriels aux seuls hauts-lieux religieux, et plus généralement aux seuls hauts-lieux, ne permet pas d'appréhender l'ensemble des « meurtres » de la mémoire. Les espaces de combat sont aussi des espaces médiatiques, et ce à plusieurs échelles : par la médiance médiatique, les espaces de la destruction sont portés à la connaissance par-delà l'Etat en guerre. Mais, on ne saurait expliquer toute la dimension spatiale de la violence symbolique[1] de la destruction des espaces de mémoire : par la rumeur et les réseaux de solidarités, la destruction de lieux « ordinaires » (du moins faut-il discuter de l'ordinarité de ces lieux) participe d'un « géocide » (le meurtre *de* / *par* l'espace). Ce néologisme poursuit la réflexion sur les urbicides (meurtre de la ville) et les mémoricides (meurtre de la mémoire), néologismes eux-mêmes créés à partir du terme génocide, en substituant *urbi* (la ville) ou « mémoire » à *genos* (le peuple, la race) et en gardant *–cide* (le meurtre). La mémoire, par ses spatialités et ses territorialités, participe donc du marquage de l'espace ; et sa destruction participe de son instrumentalisation en s'ancrant dans l'habiter.

La dimension spatiale de la mémoire peut être interrogée par :

[1] BOURDIEU, Pierre, 1993, « Effet de lieu », dans BOURDIEU, Pierre (dir.), 1993, *La Misère du monde*, Le Seuil, Paris, pp. 249-262.

- le prisme des espaces de la commémoration[2] : les monuments aux morts, les lieux de mémoire et les territoires éphémères de la commémoration sont des lieux « ordinaires » dans le quotidien, devenant des hauts-lieux identitaires et politiques le temps de la commémoration,
- le prisme de la matérialité de la mémoire dans les paysages : les espaces de la mémoire sont des marqueurs spatiaux identitaires, des enjeux patrimoniaux, mais aussi espaces de conflits, enjeux de rivalités politiques et de disputes territoriales,
- le prisme de la destruction des espaces de la mémoire.

Interroger les espaces de mémoire nécessite de préciser ce que l'on entend par « espace public ». « *Or, la notion même d'espace public pose problème, étant donné la multiplicité des définitions qu'elle recouvre »*[3] A la suite des géographes Myriam Houssay-Holzschuch et Emmanuelle Bonerandi[4], on distingue pour l'espace public trois dimensions :

- la dimension juridique : l'espace public comme espace de la propriété publique, qui appartient aux autorités publiques (ville, Etat, collectivités locales…),
- la dimension politique : l'espace public comme espace de déploiement du débat de politique public,
- la dimension sociale : l'espace public comme espace de rencontres, d'interactions.

Si, dans les enjeux de la reconstruction, pensée par le prisme du bâti et des infrastructures, la dimension juridique prend une place majeure (qu'il ne s'agit pas de nier ici dans la mesure où elle impacte l'espace des conflits d'usage et d'aménagements dans la période post-conflit[5]), « *il convient d'explorer plus avant la notion de public pour penser les relations du social et du spatial* »[6]. On entendra pas l'espace public par son aspect juridique (et l'opposition « classique » public/privé) dans la mesure où il ne s'agit pas dans ce travail de mettre en exergue les conflits d'usages au prisme de l'appropriation par la propriété. L'appropriation est pensée par sa subjectivité, c'est-à-dire par la territorialisation de la violence, de l'identité et du politique. L'espace public sera appréhendé à la fois comme espace de combats, espace de contrôles, espace médiatique, espace de revendications identitaires et espace « publicitaire », c'est-à-dire par le prisme des pratiques spatiales, des représentations politiques et identitaires, et des utilisations/manipulations du paysage urbain. En appréhendant la mémoire dans l'espace, il s'agit d'appréhender, par la destruction, la dimension spatiale et paysagère de la violence symbolique.

---

[2] TRATNJEK, Bénédicte, 2009, « Questionnements géographiques sur les monuments aux morts : symboliques et territoires de la commémoration », *Cafés géographiques*, rubrique Vox geographi, 21 novembre 2009, en ligne : http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=1741

[3] GUINARD, Pauline, 2010, « Regard et place d'une chercheuse blanche dans les espaces publics de Johannesburg », *Carnets de géographes*, rubrique Carnets de terrain, n°1, p. 1, en ligne : http://www.carnetsdegeographes.org/carnets_terrain/terrain_01_03_Guinard.php

[4] BONERANDI, Emmanuelle et Myriam HOUSSAY-HOLZSCHUCH, 2004, « Vivre ensemble : Le public au croisement espace/politique/société », communication au colloque *Espaces et sociétés aujourd'hui. La géographie sociale dans les sciences sociales et dans l'action*, Rennes, 21-22 octobre 2004, en ligne : http://eso.cnrs.fr/spip.php?article291

[5] Le géographe Eric Verdeil en propose une analyse très approfondie dans sa thèse de doctorat en géographie portant sur les espaces et les acteurs de la reconstruction à Beyrouth (VERDEIL, Eric, 2002, *Une ville et ses urbanistes : Beyrouth en reconstruction*, thèse de doctorat en géographie, Université Paris I, 654 p.).

[6] BONERANDI, HOUSSAY-HOLZSCHUCH, 2004, *op. cit.*,, p. 1.

Manuscrit auteur (merci de citer la version publiée)
Bénédicte Tratnjek, 2014, « Mémoricides dans les espaces post-yougoslaves : de la destruction de la mémoire à la ré-écriture d'une mémoire excluante »,
dans Grégory Cattanéo (dir.), 2014, *Guerre, mémoire, identité*, Nuvis, Paris.

Les territoires post-yougoslaves sont un terrain d'expérimentation de la destruction de la mémoire : d'une part, l'attention médiatique sur les guerres de décomposition de la Yougoslavie a mis en exergue les destructions symboliques de hauts-lieux tels que le pont *Stari Most* à Mostar, la Bibliothèque nationale et universitaire de Bosnie-Herzégovine à Sarajevo, ou encore toute la ville de Srebrenica. D'autre part, les néologismes urbicide et mémoricide, s'ils sont désormais utilisés pour d'autres conflits (y compris pour des guerres antérieures, tout particulièrement pour les guerres du Liban), ont été créés pour décrire les réalités de ces guerres. Cette communication s'inscrit dans le cadre d'un travail de thèse sur les villes en guerre, qui s'appuie sur des recherches empiriques menées dans des terrains volontairement très différents : Abidjan, Beyrouth, Mitrovica et Sarajevo. Choisir d'appréhender la destruction des espaces de mémoire dans les villes post-yougoslaves n'est pas seulement une « opportunité » de terrain : les discours politiques (acteurs intérieurs et extérieurs) et médiatiques sur la destruction de la mémoire en font un « laboratoire » pour penser la manipulation des mémoires collectives dans l'espace.

Dans les territoires post-yougoslaves, l'attention médiatique s'est principalement portée sur les lieux de « l'Autre » : la destruction des lieux de mémoire a été analysée par le seul critère de différenciation identitaire (ethnique et religieux). La destruction de *Stari Most* ou celle de la Bibliothèque de Sarajevo sont généralement (re)présentées, par la médiance médiatique, comme des atteintes à l'ottomanité de ces monuments, c'est-à-dire comme des destructions des géosymboles de « l'Autre ». Cette médiance est incomplète : elle ne permet d'appréhender que la mémoire telle qu'elle perçue par des acteurs et des médias extérieurs. Si la destruction du patrimoine de l'identité bosniaque a été mise en exergue tant par la couverture médiatique des ruines que par les discours politiques entourant les projets de reconstruction, le meurtre de la mémoire dans les territoires post-yougoslaves doit être confronté à son ancrage dans les territoires du quotidien : on postule que les seuls hauts-lieux ne sont pas suffisants pour penser la destruction de la mémoire par/pour la guerre.

On appréhende ici la destruction volontaire de la mémoire : si le néologisme de « mémoricide » a été utilisé pour décrire la réécriture, voire la négation, de « nettoyages territoriaux »[7] dans l'histoire (tout particulièrement dans le cas de la guerre de Vendée), son sens a été renouvelé pendant les guerres de décomposition de la Yougoslavie, pour appréhender la destruction des bibliothèques en Croatie et en Bosnie-Herzégovine[8] comme lieux de mémoire. Les travaux de l'historien Pierre Nora et de la centaine de chercheurs qui l'entourait pour la rédaction des *Lieux de mémoire*[9] sont ancrés dans le contexte français où les lieux de mémoire ont été des « outils spatiaux » participant à la construction de l'identité française. Si ce cadre national a permis le succès de la formule « lieux de mémoire », nous n'entendrons pas cette notion dans un sens aussi englobant

[7] Par l'approche spatiale, on différencie génocide et « nettoyage ethnique » au prisme des intentionnalités de leurs acteurs (et non par les moyens utilisés) : le génocide définit les modifications coercitives du peuplement qui ont pour objectif d'éliminer un peuple ; tandis que les « nettoyages » définissent celles qui visent à « purifier » un territoire de ses « indésirables ». Dans le premier cas, le meurtre du peuple est l'objectif, tandis que dans le second, il s'agit d'un moyen, l'objectif à atteindre étant de

[8] BLAZINA, Vesna, 1996, « Mémoricide ou la purification culturelle : la guerre et les bibliothèques de Croatie et de Bosnie-Herzégovine », *Documentation et bibliothèques*, vol. 42, n°4, pp. 149-163.

[9] NORA, Pierre (dir.), 1984-1992, *Les lieux de mémoire*, Gallimard, Paris, 7 tomes.

que la définition de Pierre Nora, pour discuter, par la destruction, de ce qui fait *lieu* de mémoire. Dans cette perspective, les mémoricides doivent être entendus au sens de la destruction de ce qui fait mémoire dans l'espace, des lieux et espaces qui portent en eux une symbolique mémorielle qui fait sens dans l'habiter et l'imaginaire spatial.

Ce n'est pas seulement la réécriture par le politique de l'histoire (notamment par le biais des programmes scolaires) qui sera en jeu dans cette présentation, mais avant tout les idéologies spatiales « géocidaires » qui tendent à effacer une certaine mémoire de l'espace habité, à des fins de domination, d'exclusion ou de « nettoyages » de « l'Autre ». Les mémoricides dans les espaces post-yougoslaves seront donc proposés comme un point d'entrée à une réflexion sur la symbolique des lieux dans la guerre. L'espace n'est pas neutre : il est nécessaire d'en prendre en compte toute ses dimensions, politiques, sociales, symboliques et médiatiques, pour appréhender la mémoire des lieux et les lieux de mémoire dont la destruction, mais aussi la (re)construction participent à la poursuite de la guerre par d'autres moyens. Si les lieux de mémoire sont mis en exergue dans la phase de pacification/reconstruction de l'immédiat après-guerre, la mémoire des lieux, « *ce construit socio-spatial qui suppose une double inscription (*in situ *par des repères "mnémotechniques" et ailleurs dans une mémoire collective support d'une capacité à lire et décrypter la symbolique de ces signes)* »[10] reste absente de la réflexion des architectes, paysagistes, urbanistes et acteurs politiques. On se propose ici de discuter de la mémoire des lieux, telle qu'elle est appropriée, revendiquée, manipulée par les acteurs de la guerre, par le prisme des mémoricides, que l'on ne pourra résumer aux paysages de ruines. Comment les différents types de destruction des espaces de mémoire participent de la production d'une géographie de la peur, qui s'ancre dans les territoires du quotidien et les imaginaires spatiaux par-delà le temps des combats ? Entre processus mémoriels et « effacement », les destructions/constructions d'un imaginaire identitaire participent de l'habiter comme un construit sociopolitique.

Les mémoricides comme destruction : la haine de la mémoire comme idéologie spatiale géonationaliste

Si les lieux de mémoire sont appréhendés, dans le cadre français, comme une inscription spatiale et paysagère d'une mémoire collective participant de la construction d'une identité nationale, la destruction des espaces de mémoire dans les territoires post-yougoslaves doit être appréhendée par l'utilisation des marqueurs spatiaux afin d'inscrire dans les territoires du quotidien (par les pratiques spatiales) et dans le paysage (par la dimension symbolique de l'espace) un *habiter* où plusieurs mémoires seraient effacées. La destruction des hauts-lieux religieux (mosquées pour l'identité bosniaque, églises catholiques pour l'identité croate et églises orthodoxes pour l'identité serbe, auxquelles il est nécessaire d'ajouter les espaces religieux des « petites minorités » telles que les temples juifs) a été montrée, par la médiance médiatique, comme les « principales » cibles de ce que François Chaslin a nommé la « *haine*

[10] BACHIMON, Philippe, 2013, *Vacance des lieux*, Belin, collection Mappemonde, Paris, p. 3.

monumentale »[11], en référence à la fois aux lieux-cibles (des monuments) et à la théâtralisation de la destruction par le « sensationnel » (s'assurant ainsi d'une couverture médiatique, à la fois par la rumeur et par les médias). La destruction des espaces religieux entre dans un premier type de lieux-cibles, que l'on nommera « lieux discursifs » dans la mesure où par leur destruction, les acteurs en armes les mettent en scène, en discours dans le paysage urbain en guerre. Par les espaces religieux, les acteurs en armes ciblent les lieux de « l'Autre ». Les espaces de mémoire de « l'Autre » ne peuvent pour autant réduits aux seuls lieux religieux, malgré leur très forte couverture médiatique lors de destructions. Les espaces de la mort participent, par leur très forte territorialisation et leur appartenance identitaire, également de cette destruction des lieux discursifs de « l'Autre ». Le cimetière serbe dans le Sud de la ville de Mitrovicë (quartier-territoire très majoritairement peuplé d'Albanais du Kosovo[12]) et les cimetières musulmans dans le Nord de Kosovska Mitrovica (quartier-territoire très majoritairement peuplé de Serbes du Kosovo[13]) rappellent que la géographie des espaces des morts (figée dans l'espace par les emprises territoriales que constituent les cimetières, espaces de la mort peu « déplaçables » et fortement situés) n'entre pas en résonnance avec la géographie des espaces des vivants (fortement marquée par ses mobilités) (annexe °4). Dès lors, dans cette ville divisée, où la rivière Ibar/Ibër fait frontière entre deux quartiers-territoires (quartiers d'appartenance et d'appropriation où la territorialisation par la violence fragmente la ville), le recours à la violence symbolique contre les espaces de la mort est une mise en scène de la destruction de la mémoire de « l'Autre »[14]. Si ces lieux passent davantage inaperçus dans la couverture médiatique de la destruction de la mémoire dans la ville, tels des lieux « ordinaires », dont la destruction n'est pas associée, pour le regard extérieur, à une forte symbolique, ils polarisent, dans les spatialités des habitants « ordinaires », les pratiques spatiales (par le recueil individuel) et les revendications identitaires (par le recueil collectif). Vécus et revendiqués comme des territoires de l'identité, ils sont perçus par les opérateurs spatiaux habitant la ville (acteurs/actants et habitants « ordinaires ») comme des lieux de mémoire, ou plus précisément des lieux d'*une* mémoire, celle de l'identité d'une communauté, voire comme les vecteurs d'un rejet de « l'Autre » non seulement dans leur propre quartier-territoire (où ils sont majoritaires dans les espaces des vivants), mais aussi dans l'ensemble de la ville (s'ils sont minoritaires dans le quartier de « l'Autre » dans la géographie des vivants, ils y sont majoritaires dans la géographie des morts). Ils sont donc vecteurs, par ceux qui habitent et pratiquent la ville comme territoire du quotidien, de sa pluriculturalité. La destruction de tombes et les dégradations sont donc de véritables discours *par* et *sur* l'espace. Mais réduire la destruction des espaces de la mémoire et de la mémoire dans l'espace aux seuls lieux discursifs de « l'Autre » est une approche partielle.

---

[11] CHASLIN, François, 1997, *Une haine monumentale. Essai sur la destruction des villes en ex-Yougoslavie*, Descartes & Cie, Paris, 106 p.

[12] D'où le recours ici au toponyme albanais.

[13] D'où le recours ici au toponyme serbe (qu'il aurait fallu, pour plus d'exactitude mentionner en alphabet cyrillique : à des fins de compréhension du texte, on mentionne ici la translittération en alphabet latin).

[14] A ce propos :

- , « Les espaces de la mort », *Cahiers ADES*, n°4
- TRATNJEK, Bénédicte, 2011, « Carte postale du cimetière serbe de Mitrovicë/Kosovska Mitrovica (Kosovo) », *Cafés géographiques*, rubrique Cartes postales du monde, 28 août 2011, en ligne : http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=2242

D'autres hauts-lieux ont été détruits avec la même haine du monument comme géosymbole, c'est-à-dire comme lieu dont l'ancrage spatial et la symbolique polarisent les pratiques spatiales et les affirmations identitaires : les exemples emblématiques que sont *Stari Most* (Mostar) et la Bibliothèque nationale et universitaire de Bosnie-Herzégovine (Sarajevo) ont été (re)présentés comme des destructions de l'ottomanité, c'est-à-dire des destructions visant la présence bosniaque (peuple slave du Sud islamisé) dans ces villes. Pourtant, bien plus que la seule identité bosniaque (ce qui en ferait des lieux discursifs de « l'Autre »), ces hauts-lieux participaient de la coprésence multiculturelle dans les villes de Bosnie-Herzégovine : ce n'est donc plus la pluriculturalité qui est cible de la destruction ici, mais la multiculturalité. On définit la pluriculturalité par la présence de plusieurs communautés dans la ville, entendue de manière neutre : la pluriculturalité laisse place à de fortes ségrégations sociales, identitaires et politiques dans une ville qui est seulement un espace partagé entre plusieurs communautés. La multiculturalité, quant à elle, se caractérise non seulement par la présence de plusieurs groupes dans la ville, mais aussi par leurs pratiques spatiales polarisées par des espaces de rencontre. Il ne s'agit plus seulement d'une ville comme espace partagé, mais d'une ville comme espace de partages. La multiculturalité la plus aboutie mènerait à la ville cosmopolite, dans laquelle les habitants ne se distingueraient par aucune appartenance identitaire. Une telle ville relève de l'utopie : si des villes post-yougoslaves telles que l'emblématique Sarajevo ont souvent été qualifiées de cosmopolites par la médiance médiatique extérieure, le terme même de « cosmopolitisme » n'a pas de sens dans les langues « yougoslaves ». Les lieux de la multiculturalité dans les espaces post-yougoslaves sont, de ce fait, ceux qui portent en eux la rencontre, la proximité et la mixité des populations sans pour autant totalement effacer les critères d'appartenance identitaire (« nationale » ou « citoyenne »[15]) dans les représentations des habitants. Dans cette perspective, réduire la destruction des espaces de la mémoire à la seule symbolique de « l'Autre » est manquer une part importante de l'appropriation de ces lieux par toutes les communautés présentes dans ces villes. L'artillerie croate dans le cas de Mostar et l'artillerie serbe dans le cas de Sarajevo n'ont pas seulement visé les lieux de « l'Autre » : par ces destructions d'un patrimoine collectif, elles visaient, par la violence symbolique, la destruction du *vivre-ensemble*. C'est ici la symbolique des destructions du Vieux Pont de Mostar[16] et de la Bibliothèque de Sarajevo. Si dans les deux cas, les observateurs extérieurs ont avancé ces destructions

[15] En Yougoslavie titiste, tout comme dans les Etats post-yougoslaves, on distingue deux critères d'identité officialisés (dans les recensements comme sur les papiers d'identité) :

- La citoyenneté est une appartenance territoriale déterminée par l'espace de vie, c'est-à-dire par le territoire de gouvernance (parmi les six républiques qui constituent l'Etat fédéral de Yougoslavie ou aujourd'hui par l'Etat). « Je suis habitant de Bosnie-Herzégovine, je suis habitant de Serbie, je suis habitant du Monténégro… ».
- La nation (pour les populations constitutives) / nationalité (pour les « petites minorités ») est une appartenance identitaire, déclarée par les habitants eux-mêmes, fondée sur l'ethnicité. « Je suis serbe, slovène, rom, ashkali, goran, croate… ».

L'identité des habitants est toujours composée de ces deux appartenances : « je suis serbe du Kosovo, serbe de Bosnie-Herzégovine, serbe de Serbie… ». Le seul critère ethnique ne constitue pas toute l'identité, l'appartenance territoriale ne pouvant être négligée.

[16] A ce propos : TRATNJEK, Bénédicte, 2013, « Carte postale ancienne de Stari Most (Mostar) : Les cartes postales sont-elles des "lieux de mémoire" ? », *Cafés géographiques*, rubrique Cartes postales du monde, 19 février 2013, en ligne : http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=2640

comme celles de hauts-lieux de l'ottomanité, les deux monuments portent en eux bien plus que la seule destruction de « l'Autre ». Par leur place dans leur ville construite par le politique comme des symboliques de l'entente des populations (*Stari Most* comme pont-lien entre les aires de peuplement majoritairement croate et bosniaque ; la Bibliothèque de Sarajevo comme lieu où sont accumulés les héritages des différentes communautés et des différents pouvoirs qui se sont succédés en Bosnie-Herzégovine) et par leur appropriation par les habitants « ordinaires » comme des lieux symboliques de la multiculturalité. Les représentations par les différents filtres n'attribuent pas la même symbolique à la mémoire matérialisée dans ces lieux. « Ottomanité » et « bosniaquité » pour les observateurs extérieurs, ces hauts-lieux participent, pour les habitants, de la mémoire « bosnienne »[17], c'est-à-dire de leur citoyenneté commune, de leur appartenance territoriale collective, par-delà les différenciations communautaires. La mémoire détruite ici est celle de la « bosnité » collective à tous les habitants de Bosnie-Herzégovine. La haine de la mémoire s'exprime alors par la destruction des lieux discursifs de la multiculturalité.

Pendant le temps des combats, les mémoricides sont des destructions pensées (pour leur symbolique qui en font des hauts-lieux d'une mémoire perçue comme « indésirable » par les acteurs en armes), ciblées (il ne s'agit pas de « raser » un espace, mais d'en effacer certaines traces, c'est-à-dire de cibler des pôles de la mémoire) et mises en scène (ce qui fait de la destruction un « événement spatial »). Les espaces de la mémoire sont à la fois des enjeux (en tant qu'espaces-cibles) et des supports (en tant qu'espaces-scènes) des logiques « géocidaires ». Pierre Bourdieu appelait, dans ses derniers travaux, notamment dans « Effet de lieu »[18], à s'intéresser davantage à la dimension spatiale de la violence symbolique : l'idéologie spatiale des acteurs de la conflictualité participe de l'usage politique des violences extrêmes et des « *morphologies de la violence extrême* »[19]. La dimension spatiale ne prend pas seulement en compte la matérialisation de ces idéologies, mais avant tout leurs spatialités : les géocides sont ainsi des idéologies spatiales, c'est-à-dire qu'elles sont pensées et agies par et pour leurs impacts dans les territoires du politique, mais aussi dans les territoires du quotidien des habitants « ordinaires ». Cette violence n'est pas seulement matérielle (bien qu'il ne s'agisse pas de nier les dramatiques conséquences des meurtres et exactions commises au nom de ces idéologies spatiales), elle participe d'un dispositif plus complexe et englobant qui est pensé pour être efficace par-delà le temps des violences physiques. Dans cette perspective, on qualifiera ici les géocides d'idéologies spatiales visant à détruire la coprésence comme habiter, pour produire une territorialisation d'identités

[17] Le terme « Bosniens » (à ne pas confondre avec les Bosniaques qui sont un des peuples – sur des critères ethniques – des territoires post-yougoslaves) désigne les habitants de Bosnie-Herzégovine, c'est-à-dire ceux qui ont une même appartenance territoriale, sans distinction par l'appartenance identitaire.
A noter que d'autres translittérations différencient d'une part les Bosniaques (habitants de Bosnie-Herzégovine – que l'on a choisi ici de nommer Bosniens) et les Bochaniques (peuple slave su Sud islamisé, que l'on a choisi ici de nommer Bosniaques). Cette traduction ne nous paraissant pas traduire exactement les usages en langues « yougoslaves », prêtant à de très fortes confusions en français et ne correspondant plus aujourd'hui à l'usage reconnu par les instances internationales (qui posent la différenciation Bosniens/Bosniaques), on n'y aura pas recours ici.

[18] BOURDIEU, Pierre, 1993, « Effet de lieu », dans BOURDIEU, Pierre (dir.), 1993, *La Misère du monde*, Le Seuil, Paris, pp. 249-262.

[19] SEMELIN, Jacques, 2005, *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et génocides*, Seuil, collection La couleur des idées, Paris, p. 270.

excluantes qui reposent sur le politique (allégeance communautaire du groupe) et sur le quotidien (par la géographie de la distanciation la plus extrême, matérialisée par des dispositifs spatiaux dans les territoires du quotidien ainsi devenus les espaces-scènes du rejet de « l'Autre » construit comme « indésirable »). Les territoires du quotidien sont construits à la fois comme les espaces-scènes et les espaces-enjeux de la conformité au groupe : la norme sociétale devient l'entre-soi comme vécu, comme idéologie et comme pratique de l'espace.

Si les travaux sur la mémoire (et tout particulièrement sur les lieux de mémoire) dans les espaces post-conflits ont été focalisés par des cas où la mémoire sert de trait commun pour unifier le peuple (cas de l'identité française dans les travaux de et autour de Pierre Nora[20]) ou pour construire une identité collective autour d'une nouvelle citoyenneté (cas des lieux de mémoire européens[21]), c'est-à-dire dans les cas où les lieux de mémoire sont porteurs d'une identité collective intégrante, la question des géocides pose celle des espaces de la mémoire comme destruction de la coprésence et comme inscription et matérialisation spatiales d'une identité excluante[22]. Si les travaux sur l'urbicide et les mémoricides ont eu tendance à brouiller les pistes entre la « haine monumentale » et l'anéantissement de la ville (rappelons ici que le projet politique des assiégeurs de Sarajevo n'a jamais été de détruire la ville-capitale – qu'ils auraient pu anéantir en quelques semaines depuis les hauteurs où étaient positionnées leurs troupes –, mais bien d'en détruire l'urbanité et l'essence urbaine, et de la construire comme géosymbole de la serbité) : de même, la dimension spatiale de l'idéologie des acteurs de la guerre permet de révéler leurs intentionnalités. Les massacres de masse ne sont pas le seul « outil » de la violence extrême : la destruction de l'habiter participe de l'ancrage de la peur et de la différenciation, par-delà le temps des combats. L'efficacité géographique de la guerre s'inscrit donc dans les lieux et dans les paysages, ouvrant la question de la représentation des habitants « ordinaires » sur leurs espaces de vie ainsi transformés par la violence physique et la violence symbolique.

Les mémoricides comme (re)construction : la haine de la mémoire comme « effacement » des espaces de rencontre

La destruction suffit-elle à penser les mémoricides ? La (re)construction ne peut-elle pas, par l'effacement de certaines traces, elle aussi participer de la destruction de mémoires ? Si la brutalité de l'effacement de mémoires par des (re)constructions est bien moins théâtralisée que dans le cas des destructions, la violence symbolique reste conséquente dans la mesure où l'effacement des traces, plus subtil que dans le paysage de ruines, structure (voire polarise dans le cas de (re)constructions particulièrement emblématiques) les territoires du quotidien. On propose de penser certaines

[20] NORA, Pierre (dir.), 1997, *Les lieux de mémoire*, Gallimard, collection Quarto, Paris, réédition en 3 tomes (I/La République ; II/ La Nation/Les France ; III/ Les France), 1ère édition en 7 tomes (I/ la République, 1 tome, 1984 ; II/ La Nation, 3 tomes, 1986 ; III/ Les France, 3 tomes, 1992), 4754 p..

[21] FRANÇOIS, Etienne et Thomas SERRIER, 2012, « Lieux de mémoire européens », *Documentation photographique*, n°8087, 64 p.

[22] TRATNJEK, 2011, « Les lieux de mémoire dans la ville en guerre : un enjeu de la pacification des territoires », *Diploweb*, 31 octobre 2011, s.p.

constructions/reconstructions comme des violences symboliques « invisibles » qui s'inscrivent dans l'habiter et dans l'imaginaire spatial des habitants « ordinaires ». Les territoires post-yougoslaves en présentent de nombreux exemples : les statues (frôlant le kitsch) dans les villes macédoniennes – tout particulièrement dans la ville capitale autour du projet « Skopje 2014 »[23] – comme réécriture de l'Histoire par un passé identitaire excluant ne sont pas sans rappeler le rôle du monumental dans l'affirmation des nouveaux pouvoirs et dans l'effacement de traces des pouvoirs précédents en Asie centrale[24]. Ces statues[25] sont à la fois une matérialisation de la réécriture de la mémoire dans l'espace, et des marqueurs spatiaux des géonationalismes qui entrent en concurrence pour l'appropriation du territoire. On entend par géonationalisme « *l'ancrage spatial et/ou territorial du nationalisme concrétisé dans l'espace politique et projeté dans les représentations territoriales. Si le nationalisme est un discours fondant et légitimant un groupe national, sa matérialisation dans l'espace – par des monuments, des frontières – et dans les représentations collectives et individuelles) sous forme de cartes politiques, historiques et de cartes mentales – donne corps à ce discours et lui permet de se massifier et de se diffuser sur un territoire* »[26]. Dès lors, on postule le paysage (que l'on entend comme la dimension sensible de l'espace qui apparaît aux yeux de ses observateurs de manière différenciée en fonction de leurs filtres de représentation) non seulement comme l'espace-scène de ces matérialisations des manipulations de la mémoire dans l'espace, mais aussi comme espace-enjeu :

---

[23] Voir le dossier « Macédoine : Skopje 2014, kitsch nationaliste et foire aux antiquités », *Le Courrier des Balkans*, en ligne : http://balkans.courriers.info/spip.php?page=dossier&id_article=18171

[24] A ce propos :

- FENOT, Anne et Cécile GINTRAC, 2005, *Achgabat, une capitale ostentatoire. Urbanisme et autocratie au Turkménistan*, L'Harmattan/IFEAC, Paris, 228 p.
- GINTRAC, Cécile, 2006, « Carte postale d'Achgabat (Turkménistan) », *Cafés géographiques*, rubrique Cartes postales du monde, 16 juin 2006, en ligne : http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=893
- FENOT, Anne et Cécile GINTRAC, 2007, « Achgabat (1991-2006) : quinze années de chantier au service du Père des Turkmènes », *Urbanisme*, n°356, septembre/octobre 2007, pp. 34-38.
- FENOT, Anne et Cécile GINTRAC, 2007, « Achgabat : de la ville nouvelle à la ville renouvelée », *Regard sur l'Est*, dossier n°47, « Les villes nouvelles à l'Est », 15 novembre 2007, en ligne : http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=788
- FAUVE, Adrien, 2007, « Astana, nouvelle capitale du Kazakhstan : entre mythe et réalités, *Regards sur l'Est*, dossier n°47, « Les villes nouvelles à l'Est », 15 novembre 2007, en ligne : http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=783
- FENOT, Anne et Cécile GINTRAC, 2008, « Achgabat, de la capitale soviétique au "Disneyland présidentiel" : destins d'une ville-vitrine », dans IOSA, Ioana (dir.), 2008, *L'architecture des régimes totalitaires face à la démocratisation*, L'Harmattan, collection Aujourd'hui L'Europe, Paris, pp. 75-81.
- GINTRAC, Cécile, 2009, « Achgabat, chantier permanent de l'idéologie. Autocratie et urbanisme au Turkménistan », dans VALLAT, Colette (dir.), 2009, *Pérennité urbaine ou la ville par-delà ses métamorphoses*, vol. 3 « Essence », L'Harmattan, Paris, pp. 327-337.
- FAUVE, Adrien et Cécile GINTRAC, 2009, « Production de l'espace urbain et mise en scène du pouvoir dans deux capitales "présidentielles" d'Asie Centrale », *L'espace politique*, n°8, en ligne : http://espacepolitique.revues.org/index1376.html

[25] Il a, par exemple, été construit une statue de 22 mètres de haut symbolisant Alexandre le Grand sur son cheval, une soixantaine de statues de grandes personnalités politiques, un « nouveau temple antique », un arc de triomphe, un grand opéra, un musée archéologique…

[26] CATTARUZZA, Amaël, 2007, « Comprendre le référendum d'autodétermination monténégrin de 2006 », *Mappemonde*, n°97, paragraphe 4, en ligne : http://mappemonde.mgm.fr/num15/articles/art07301.html

- espace-scène parce que l'espace est ici le « théâtre », par ses matérialités, de l'utilisation de la mémoire pour poursuivre la guerre par d'autres moyens,
- espace-enjeu parce que la dimension sensible de l'espace impacte les imaginaires spatiaux des habitants « ordinaires » qui perçoivent cette violence symbolique dans leurs territoires du quotidien, et l'inscrivent dans leurs pratiques spatiales.

L'effacement des traces passe non seulement par les destructions, mais aussi par les processus de démolition et de construction. Dans les villes tout particulièrement[27], qui sont des dispositifs spatiaux complexes et contradictoires (à la fois espaces politiques, espaces de vie, espaces médiatiques…), la mise en scène de la (re)construction peut être analysée comme une violence symbolique dès lors qu'elle participe de l'exclusion par l'espace d'une partie de la population. Les constructions et les reconstructions sont au cœur des conflits mémoriels, dans la mesure où ces processus permettent un marquage symbolique de l'espace. Ces marqueurs spatiaux peuvent être englobants (dans le cas des lieux de mémoire analysés par Pierre Nora dans le cadre français qui participent de l fabrique d'une idée nationale) ou excluants dès lors que le « Nous » collectif ainsi matérialisé dans l'espace devient à la fois marquage-bornage (qui délimite les « frontières » vécues d'un territoire d'appropriation et d'appartenance) et marquage-présence (à l'intérieur du territoire, en fabriquant et en rappelant aux habitants « ordinaires » l'identité construite en exclusion de « l'Autre »). Autre type de dispositif spatial « cible » de ces politiques mémorielles excluantes qui réécrivent par l'espace la mémoire : les frontières revendiquées et vécues. Plus que les frontières « officielles », ce sont les frontières identitaires, qui marquent la séparation entre les territoires des géonationalismes, qui sont au cœur de ce marquage de l'espace par une mémoire excluante. Tout comme la territorialisation des identités dans les villes par un marquage-bornage et un marquage-présence, la reconstruction produit aux frontières revendiquées/vécues des paysages de la contestation. Le cas de la ligne-frontière inter-entités qui, suite aux accords de Dayton (qui mirent fin aux guerres de Bosnie-Herzégovine et de Croatie), partage la République de Bosnie-Herzégovine en deux entités fédérées – la Republika Srpska au Nord et la Fédération croato-bosniaque au Sud de cette ligne –, est particulièrement emblématique. Le paysage de part et d'autre de cette ligne-frontière est fortement contrasté : par leur (non-)action dans le processus de reconstruction, les acteurs/actants « extérieurs » ont participé à la construction d'une injustice spatiale, qui se traduit dans le paysage, mais aussi dans les représentations spatiales des habitants « ordinaires ». D'une part, le tracé de la ligne-frontière suivant (à l'exception de quelques portions, fruits de négociations pendant les négociations qui aboutirent aux accords de Dayton) l'ancienne ligne de front et séparant deux entités qui possèdent chacune leur gouvernement, elle est devenue un paysage de mémoire de la guerre, qui loin d'être patrimonialisé à des fins de commémoration pacifique ou de potentiel touristique, structure les pratiques spatiales de l'ensemble des habitants de Bosnie-Herzégovine par un effet de frontière-fermeture à l'intérieur du territoire « national ». Les pratiques spatiales « ordinaires » de Serbes de Bosnie-Herzégovine (majoritaires en Republika Srpska) sont ancrées dans le territoire de la « serbité », c'est-à-dire dans l'espace Serbie/Republika Srpska. A l'inverse, celles des Croates de Croatie

[27] TRATNJEK, Bénédicte, 2011, « Les lieux de mémoire dans la ville en guerre : un enjeu de la pacification des territoires », *Diploweb*, 31 octobre 2011, en ligne :
http://www.diploweb.com/Geographie-des-conflits-Les-lieux.html

sont ancrées dans le territoire de la « croatité », dans l'espace Croatie/Sud de la Fédération croato-bosniaque (c'est-à-dire là où ils sont majoritaires dans les logiques de peuplement). Enfin, celles des Bosniaques de Bosnie-Herzégovine sont concentrées dans les parties de la Fédération croato-bosniaque où ils sont majoritaires. L'appartenance commune à une citoyenneté (appartenance à un Etat dans la conception yougoslave et post-yougoslave qui différencie citoyenneté et nation/nationalité comme appartenance à un peuple constitutif dans le premier cas, minoritaire dans le second) ne fait pas sens dans les pratiques spatiales, au contraire de l'appartenance à une nation/nationalité. En d'autres termes, les processus mémoriels participent de la distinction entre appartenance territoriale et appartenance identitaire, au profit de cette dernière. Ce paysage de mémoire (que l'on appréhende comme la dimension sensible de l'espace mémoriel) participe de la poursuite des « nettoyages territoriaux »[28] et de l'ancrage de la « géographie de la peur »[29] dans les spatialités quotidiennes comme dans les représentations et discours politiques. De ce fait, la ligne-frontière comme paysage de mémoire participe de la fragmentation territoriale de la Bosnie-Herzégovine dont le cadre étatique ne fait pas sens dans les pratiques et l'imaginaire spatiaux des habitants comme dans ceux des acteurs. D'autre part, l'aide humanitaire et plus encore la reconstruction du bâti a renforcé, par le paysage comme par l'imaginaire spatial, l'effet-frontière de ce tracé produit à partir de l'ancienne ligne de front pendant la guerre de Bosnie-Herzégovine. De part et d'autre de la ligne-frontière, l'effort de reconstruction, tout particulièrement celui, plus massif, qui a été financé ou « apporté » par la « communauté internationale », dessine une géographie de l'injustice spatiale : les paysages de la Republika Srpska sont encore marqués, y compris dans les centres villes (qui sont des espaces-vitrines de l'effort de reconstruction, puisqu'ils sont les pôles de la médiatisation et de l'activité touristique), par des paysages de ruines, tandis que les centres villes en Fédération croato-bosniaque ont bénéficié d'investissements massifs et de reconstructions souvent dans le gigantisme. L'architecture participe, elle aussi, par cette injustice spatiale, à une réécriture de la mémoire, en désignant par l'espace agi, des territoires de « victimes » et des territoires de « bourreaux ». On peut voir le fort ancrage de cette grille de lecture dans les manuels scolaires français[30] où les « bourreaux » identifiés par la sélection de documents sont « les » Serbes (ce qui donne d'ores et déjà une représentation tronquée d'une part de la complexité du vote serbe, d'autre part de l'existence de criminels de guerre autres que serbes, qu'ils soient bosniaques, croates ou albanais). La mémoire de ce conflit à l'extérieur (notamment par la médiance médiatique, dont les commémorations du 20e anniversaire du début du siège de Sarajevo en avril 2012 se sont particulièrement fait l'écho) se répercute donc dans l'action de la « communauté internationale », qui découpe, dans son imaginaire spatial, l'espace agi en territoires « légitimes » et territoires « illégitimes » de l'action

[28] TRATNJEK, Bénédicte, 2011, « La peur de "l'Autre" dessine une géographie du "vivre séparé" », *Globe/Planète Terre*, France Culture, entretien réalisé par Sylvain Kahn et Laure Birckel, 14 décembre 2011.
http://www.franceculture.fr/blog-globe-2011-12-14-la-peur-de-«-l'autre-»-dessine-une-geographie-du-«-vivre-separe-»-0

[29] TRATNJEK, Bénédicte, 2011, « Vivre dans une ville en guerre : les territoires du quotidien entre espaces des combats et espaces de l'enfermement », dans TRATNJEK, Bénédicte (dir.), 2011, « Les civils dans les conflits armés », *Les Champs de Mars*, n°21, été 2011, pp. 75-100.

[30] L'étude du siège de Sarajevo est au programme d'histoire en première (dans le chapitre « Nouvelles conflictualités dans le monde »).

humanitaire et du processus de reconstruction. L'ensemble des activités mémorielles fortement médiatisées renforce cette inégalité et cette géographie de la « justice » internationale. Dès lors, la reconstruction comme processus politique devient, en inscrivant *une* mémoire dans l'espace, être une violence symbolique.

Les constructions, elles aussi, s'inscrivent dans ce processus de manipulation de la mémoire par l'espace : les cas de la « bataille des statues » dans la Vallée de Preševo (annexe n°2) ou du projet « Skopje 2014 » en Macédoine (annexe n°1) en sont deux exemples emblématiques (notamment par leur médiatisation) qui montrent les différentes manières d'inscrire une « autre » mémoire, particulièrement sélective et excluante, dans l'espace post-yougoslave, en marquant chaque territoire du quotidien par une appartenance identitaire qui nie l'appartenance territoriale commune à tous les habitants. La vallée de Preševo est une région frontalière au Kosovo, peuplée majoritairement (mais pas exclusivement) d'Albanais de Serbie. Depuis novembre 2012, l'érection d'un statue comme monument de mémoire a renouvelé le débat sur l'échange de territoires entre Serbie (vallée de Preševo) et Kosovo (Nord du Kosovo majoritairement peuplé de Serbes du Kosovo). Les lieux de mémoire sont ici directement utilisés pour faire politique, pour inscrire les tensions et le débat dans l'espace, par la matérialisation d'une mémoire excluante. Ce mémorial est, en effet, dédié à la gloire de l'UÇPMB (l'Armée de libération de Preševo, Bujanovac et Medevđa – « l'équivalent » de l'UÇK, Armée de libération du Kosovo, en Serbie centrale dans les territoires majoritairement peuplés d'Albanais de Serbie). Pourtant, dans d'autres régions où les Serbes de Serbie ne sont pas majoritaires (Voïvodine dans le Nord, Sandjak de Novi Pazar dans le Sud-Ouest), nombreux sont les monuments et mémoriaux érigés en honneur de personnalités historiques très controversés, tout particulièrement par l'histoire officielle serbe. Dans la vallée de Preševo elle-même, de nombreux lieux commémorent des acteurs albanais de Serbie de la contestation contre le pouvoir serbe (tels que Bardhyi Osmani, Nijaz Azemi, Artan Abazi, Sami Ukshini, Beqar Sadiku….). Mais, ils prennent généralement la forme de plaques commémoratives, qui marquent l'espace par un bornage et une présence qui territorialise « l'albanité » de la vallée de Preševo. Ce nouveau mémorial a été nommé par la presse locale le « monument de la discorde » : l'instrumentalisation politique du paysage de mémoire est ici duale. D'une part, de la part des responsables albanais de Serbie, la stèle des « martyrs » de l'UÇPMB, par sa place dans un espace central tout comme par sa forte médiatisation locale, s'inscrit dans le paysage. La mise en visibilité participe de la production d'espaces mémoriels excluants. D'autre part, la matérialisation de sa destruction par la gendarmerie serbe le 20 janvier 2013 participe de la volonté d'effacement de la mémoire de « l'Autre » dans le discours géonationaliste serbe. Ce lieu de mémoire en particulier, parce que sa construction comme sa destruction ont été mises en scène (notamment par le recours à une forte médiatisation) par leurs acteurs, est un « événement spatial » à l'échelle locale, parce qu'il est devenu le géosymbole de la dispute territoriale. Les lieux commémoratifs sont alors, dans chacun des discours comme dans l'espace agi, « ciblés » pour leur symbolique, que ce soit dans la construction (ici, effacement de la présence serbe) ou dans la destruction (ici, effacement de l'albanité).

Le projet « Skopje 2014 » (annexe n°1) permet de procéder à des changements d'échelle pour montrer que la construction de la mémoire peut être perçue comme mémoricide

non seulement à l'échelle locale, mais aussi à l'échelle étatique et à l'échelle régionale. Ce projet se caractérise par le gigantisme des constructions prévues dans la capitale de la Macédoine, et a réactivé d'une part les contestations de la Grèce à l'égard des symboles de l'Etat de Macédoine (que l'on doit nommer officiellement Ancienne République Yougoslave de Macédoine – ARYM –, la « bataille du nom » avec la Grèce n'ayant pour l'heure pas aboutie à une résolution du conflit), d'autre part les peurs et les tensions avec la communauté albanaise de Macédoine. La production d'espaces mémoriels dans la ville-capitale, si elle fait l'objet d'une relative acceptation sociale à l'échelle de la Macédoine (pour les Macédoniens, dont beaucoup espèrent des retombées économiques, notamment en termes d'activités touristiques, le principal facteur de contestation est le coût final du projet – puisque celui-ci n'a cessé d'augmenter depuis le début des travaux et, surtout, est très opaque), est productrice de conflits de mémoire et de conflits de représentations à l'échelle locale (avec la minorité albanaise de Macédoine) et à l'échelle régionale (avec la Grèce, qui conteste notamment la statue géante d'Alexandre le Grand comme « son » héritage). Selon l'échelle considérée, ce même projet est donc perçu comme une opération urbanistique « légitime » portant une mémoire « légitime » pour les uns (bien qu'il s'agisse en grande partie, par la sélection et la non-sélection de personnages mis en scène, d'une réécriture très actuelle de la mémoire d'une identité « macédonienne » qui peine à se trouver – qui trouve des points de comparaison avec la production d'une mémoire et d'une identité « nationales » dans les Etats post-soviétiques d'Asie centrale), et portant une très forte violence symbolique pour les autres. Les espaces mémoriels, leurs destructions et leurs (re)constructions ne peuvent être analysés seulement par le bâti : la (non-)appropriation de leur symbolique est au cœur des conflits mémoriels qui s'inscrivent dans l'espace. Dans l'ensemble des territoires post-yougoslaves, la prolifération de lieux de mémoire, que ce soit par le projet « Skopje 2014 » ou dans le cas de Mitrovica (annexe n°3), est porteuse d'un marquage de l'espace qui tend à exclure « l'Autre ». La construction des identités territoriales se fait par la différenciation et l'exclusion des groupes communautaires. Les mémoricides, qu'ils soient destructions ou constructions, participent donc des « nettoyages territoriaux » que leur pourra qualifier de « passifs ». Ils ancrent la géographie de la différenciation et la géographie de la peur dans les territoires du quotidien. Voir, en transitant dans « l'autre » quartier-territoire, un marqueur-bornage rappelle aux minorités qu'elles pénètrent dans un espace approprié dans lequel elles sont perçues comme « indésirables ». Comme marquage-bornage, les lieux de mémoire inscrivent le seuil entre les quartier-territoire et deviennent des « postes-frontières » par leur violence symbolique. Voir, en vivant dans le quartier de « l'Autre », les rues « ponctuées » de marqueurs-présence rappelle aux minorités qu'elles sont en constante situation d'insécurité. Les lieux d'*une* mémoire, comme marquage-bornage et marquage-présence, participent donc de l'homogénéisation continue de ces territoires, et de la totale disparition du *vivre-ensemble*, puisqu'ils réfèrent à un « Nous » excluant.

Les mémoricides comme apprentissage : la haine de la mémoire comme production d'un habiter excluant

On a précédemment fait allusion à la question de l'écriture de la mémoire de ces guerres (et de ces acteurs) dans les manuels scolaires à l'extérieur des territoires post-yougoslaves. La géographie de la mémoire s'inscrit également dans l'apprentissage de

l'habiter, par la construction des imaginaires spatiaux. La fabrique de mémoires excluantes est tout particulièrement présente dans les programmes scolaires, dans la culture dite « de masse » (bandes dessinées, littérature, comptines pour enfants, sports…) et dans l'utilisation de la langue. Ces médiances mémorielles participent, par leur manipulation, de l'apprentissage de ce qui *fait* mémoire, et par-delà de ce que « doit » être l'habiter, dans la mesure où ils s'ancrent dans les pratiques et les imaginaires spatiaux des habitants « ordinaires ». Le poids des acteurs (officiels et officieux) et des actants (tels que les dessinateurs de bandes dessinées, les auteurs de manuels scolaires… qui répondent à une « commande »). On pourrait multiplier les exemples de ce type d'utilisation des processus mémoriels, mais l'on se concentrera sur la question des spatialités de l'enfance qui apprennent la place de « l'Autre » (place dans la société, dans la politique, dans les espaces de vie) par leur expérimentation des seuls territoires post-yougoslaves (ils n'ont pas connu la Yougoslavie, et n'en connaissent que ceux qu'on leur enseigne). On postule ici que les spatialités de l'enfance sont un facteur déterminant pour analyser les mécanismes de distanciation et de différenciation (politiques, sociaux, culturels) dans les sociétés post-yougoslaves. De plus, ce qui *fait* mémoire pour les enfants/jeunes[31] passe par l'apprentissage de ces mémoire réécrites et théâtralisées dans l'espace. Ainsi, l'espace scolaire (qui n'est pas qu'un bâtiment, mais à la fois un théâtre des spatialités des sociétés – notamment de leurs injustices spatiales –, et un espace où l'on enseigne l'habiter – notamment par les programmes scolaires en géographie et en histoire) est devenu un espace d'apprentissage de la ségrégation, voire de l'exclusion la plus ferme, à toutes les échelles.

A l'échelle de l'école et de la salle de classe, les enfants vivent la géographie de la peur comme « norme ». Les écoles sont ainsi peu accessibles aux « minorités » (c'est-à-dire aux populations qui se trouvent en situation minoritaire dans leur espace de vie : des Bosniaques, majoritaires à Sarajevo, se retrouvent minoritaires en Republika Srpska, alors que des Serbes majoritaires dans cette entité sont très nettement minoritaires à Sarajevo… Les « petites minorités » telles que les Roms, les Gorans ou encore les Ashkalis sont, quant à elles, minoritaires quelque soit leur espace de vie) : une grande partie d'entre elles se voient exclues totalement de l'espace scolaire « formel » (c'est-à-dire pris en charge par les autorités locales) et reléguées dans des espaces scolaires « informels », tandis qu'une autre partie se voit exclue à l'échelle de la salle de classe elle-même, où elles sont reléguées au fond de la salle, souvent sans table, voire sans possibilité de prendre part aux cours. La reconstruction des écoles – à la fois comme espace-bâtiment et comme espace social –, « *pas dans l'esprit qui devrait les animer : 54 écoles de Bosnie-Herzégovine excluent encore toute mixité nationale et confessionnelle* »[32], participe de la production de la socialité de mémoires excluantes. A l'échelle des manuels scolaires utilisés en Bosnie-Herzégovine, la négation même, de part et d'autre de la ligne-frontière inter-entités, du territoire de « l'Autre » : sur les manuels, l'autre entité est laissée en blanc, et très peu de toponymes (voir aucun pour le manuel serbe qui déplace « légèrement » le tracé de la ligne-frontière inter-entités pour placer Sarajevo en Republika Srpska), telle une *terra incognita*. Quelle mémoire du *vivre-*

[31] On ne discutera pas ici des catégorisations de l'enfance, on prend pour préalable de l'enfance dans ce texte ceux qui sont nés après la Yougoslavie, soit les jeunes de moins de 14 ans en général (en prenant en compte la date de la guerre du Kosovo comme référent).

[32] VARRO, Gabrielle, 2005, « Après les Accords de Dayton. Temps objectif, temps subjectif à Sarajevo », *Temporalités*, n°3, pp. 121-131.

ensemble pour les enfants dont l'apprentissage (tant dans les pratiques spatiales à l'intérieur de l'espace scolaire que dans l'apprentissage formel de l'histoire et de la géographie – deux disciplines au cœur, par leur utilisation par le politique, de la construction de l'identité « nationale ») n'est qu'un *vivre-séparé* ? La négation de la mémoire du *vivre-ensemble* devient une « norme » sociétale pour ces futurs citoyens et électeurs des territoires post-yougoslaves.

Au Kosovo, on retrouve la même manipulation de la mémoire par les manuels scolaires : d'une part, dans chaque des écoles de la ségrégation (notamment linguistique), les manuels distribués et les programmes enseignés sont ceux de l'Etat perçu comme « légitime » : les enfants albanais apprennent donc que l'Etat du Kosovo est leur cadre national, et les manuels leur enseigne le territoire de l'albanité (Albanie et territoires post-yougoslaves peuplés d'Albanais en Macédoine, au Kosovo et au Monténégro) comme leur territoire identitaire : l'appartenance du Kosovo pendant plusieurs décennies à la gouvernance serbe est totalement absent des manuels de géographie, alors que les pages sont consacrées à l'Albanie sont très nombreuses. A l'inverse, les enfants serbes ont des cartes et une « histoire » tournée vers le géonationalisme serbe, qui ne fait nullement référence à la contestation de la limite entre Serbie centrale et Kosovo comme « frontière » (le Kosovo est présenté comme une province de la Serbie – position officielle de la Serbie qui ne reconnaît pas l'indépendance du Kosovo – sans aucune mention de l'autoproclamation de l'indépendance du Kosovo par la majorité albanaise du Kosovo du 17 février 2008). Dans tous ces manuels, la « yougoslavité » est niée : l'idéal titiste de construire, par-delà l'appartenance territoriale à un système politique commun (le yougoslavisme) une identité collective à l'ensemble des habitants de la Yougoslavie qui dépasserait, dans l'espace public, les appartenances culturelles, ethniques et religieuses (la yougoslavité) est « effacée ».

Dès lors, quelle place pour la reconstruction des quelques lieux de mémoire englobants dans un contexte de marquage de l'espace par de nombreux lieux de mémoire excluants ? Les projets de (re)construction de la Bibliothèque nationale et universitaire de Bosnie-Herzégovine à Sarajevo, du pont *Stari Most* à Mostar ou du pont de Mitrovica[33] ont été/sont financés en grande partie par des acteurs de la « communauté internationale ». Par le gigantisme (pont de Mitrovica) ou à l'identique (*Stari Most*), ces projets de reconstruction ont été pensés comme des monuments (au sens où le monumental doit s'imposer dans le paysage) et comme des géosymboles de la réconciliation. C'est donc le *vivre-ensemble* qui est mis en scène (tout du moins dans les intentionnalités de leurs concepteurs/financeurs) par ces reconstructions. La reconstruction de *Stari Most* est celle d'un lieu de mémoire, porteur de nombreuses symboliques[34]. Si sa reconstruction à l'identique a réinséré dans le paysage le « même » lieu de mémoire, il ne porte plus la même mémoire : ici, la matérialité ne suffit pas à reconstruire la mémoire, puisque la géographie de la peur qui a produit une très forte

[33] Si en réalité il existe plusieurs ponts dans la ville de Kosovska Mitrovica/Mitrovicë pour traverser la rivière Ibar/Ibër, « le » pont désigne le pont situé au cœur de la ville, qui relie les deux centres villes serbe au Nord et albanais au Sud de la rivière-frontière.

[34] Comme précisé plus haut, ce pont est trop souvent (re)présenté par la médiance médiatique extérieure comme géosymbole de l'ottomanité et donc de la « bosniaquité », *Stari Most* – dont l'architecture est empreinte de l'influence pré-ottomane – portait en lui la symbolique de l'entente entre les populations et de la « yougoslavité » revendiquée par les urbains.

homogénéisation des deux quartiers-territoires dans la ville[35] a « déplacé » *Stari Most* qui, s'il fait le lien entre les deux rives de la Neretva, ne fait pas le lien entre les deux quartiers-territoires bosniaques et croates de Mostar. Sa « place » dans la ville, devenue fragmentée, ne fait pas le lien, et la mémoire du *vivre-ensemble* n'a pas été reconstruction par le seul monument.

Dans le cas de la reconstruction du pont de Mitrovica, par le gigantisme et le grandiose[36], il s'agissait pour les acteurs de la « communauté internationale » de reconstruire une mémoire d'un *vivre-côte-à-côte* et de construire un *vivre-ensemble*. La « communauté internationale », par ce projet monumental, s'est faite actrice de la production de la mémoire. Mais la non-appropriation de ce géosymbole du lien entre les deux quartiers-territoires (très majoritairement serbe du Kosovo au Nord et albanais du Kosovo au Sud, et ce dès avant la guerre de 1999) a produit une symbolique inverse : imposé par l'extérieur comme lieu de mémoire du *vivre-ensemble*, le pont a été approprié par les habitants comme un géosymbole de la fragmentation et utilisé pour toutes les manifestations (pacifiques ou violentes) comme symbolique du rejet de « l'Autre » à l'échelle de la ville comme à l'échelle du Kosovo. La fabrique « par le haut » d'une mémoire collective s'est heurtée à la pratique « par le bas » de l'espace (et notamment à l'apprentissage dans les écoles de l'exclusion de l'habiter *sans* « l'Autre »). Ce qui *fait* mémoire dans l'espace des conflits ne peut être alors analysé que par les processus politiques : l'approche multiscalaire montre bien combien la question de la (non-)appropriation des mémoires leur donne sens ou non. Les espaces post-yougoslaves se construisent donc avec des effacements (pour les destructions comme par les (re)constructions) mémoriels : la « yougoslavité » n'est plus mise en scène dans l'espace, et les espaces de vie sont fortement homogénéisés par une territorialisation identitaire par la violence. Les espaces mémoriels participent à la fois de la fabrique de territoires identitaires et de leurs matérialisations, de l'effacement de la « yougoslavité » (alors que le « yougoslavisme » comme système politique et surtout économique et social reste une revendication, à la fois liée au sentiment de nostalgie et aux conséquences de la crise économique) et de l'apprentissage d'une vivre *sans* « l'Autre ».

Conclusion : Penser la pacification des territoires par le prisme d'une géographie de la mémoire

Si la mémoire est généralement évoquée dans les processus de réconciliation, elle doit être aussi appréhendée par les multiples destructions qu'elle subit de la part d'acteurs qui poursuivent la guerre par les moyens de la violence symbolique. Les différentes approches de la mémoire dans les conflits, par son utilisation, sa manipulation, son « effacement » ou sa réécriture, sont complémentaires. L'approche spatiale, elle, met en exergue d'une part les conflits de mémoire (autour des acteurs, de leurs échelles de

[35] TRATNJEK, Bénédicte, 2013, « Carte postale ancienne de Stari Most (Mostar) : Les cartes postales sont-elles des "lieux de mémoire" ? », *Cafés géographiques*, rubrique Cartes postales du monde, 19 février 2013, en ligne : http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=2640

[36] TRATNJEK, Bénédicte, 2009, « Des ponts entre les hommes : Les paradoxes de géosymboles dans les villes en guerre », *Cafés géographiques*, rubrique Vox geographi, 12 décembre 2009, en ligne : http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=1768

légitimité et de leurs échelles d'actions), d'autre part le recours à la dimension spatiale de la mémoire dans le déroulement même du conflit (par-delà le temps des combats). Les mémoricides ont longtemps été assimilés aux seules destructions, tandis que leur gestion n'est pensée que par le prisme de la reconstruction du bâti. La forte médiatisation de certains lieux de mémoire et de leur destruction leur confère, pour les acteurs de la gestion du conflit (tout particulièrement pour les acteurs « extérieurs »[37]), un « style territorial »[38] emprunt d'une très forte symbolique patrimoniale : ainsi, *Stari Most* et la Bibliothèque de Sarajevo ont été érigés, tant par les acteurs de la reconstruction (notamment l'Unesco, mais aussi dans les discours des architectes et/ou paysagistes impliqués dans ces projets) que par les médias (locaux et extérieurs), comme des lieux de mémoire dont la reconstruction est *nécessaire*. Parallèlement, des lieux de mémoire plus « ordinaires » pour ces acteurs/observateurs, qui font pourtant sens dans le vécu des populations, n'ont pas hérité d'un tel soutien dans la reconstruction. Pourtant, leur ordinarité n'est, parfois, qu'un perçu des acteurs de la reconstruction dont l'échelle des territoires d'action n'entrent pas en concordance avec l'échelle des territoires de la légitimation. L'expérimentation de l'espace à reconstruire n'est pas le même pour les acteurs de la reconstruction (d'autant plus quand ils sont des projets d'acteurs « projetés » hors de leurs propres territoires du quotidien qui n'ont qu'une expérimentation très partielle et partiale du territoire de l'action) que pour les habitants « ordinaires » et les échecs des grands projets de reconstruction (*Stari Most*, pont de Mitrovica) sont (re)présentés par leurs acteurs (financeurs / décideurs / concepteurs) comme des « succès ». Pour l'observateur extérieur, ces deux ponts comme tous les lieux mémoriels ainsi reconstruits, par leur visibilité dans le paysage, semblent être des lieux de mémoire collectifs. Pour les usagers quotidiens de ces espaces, ces lieux sont contournés, alors que les lieux d'*une* mémoire excluante structurent leurs spatialités quotidiennes (qu'il s'agisse de contournements pour les populations en situation de minorité, ou de polarisations pour les populations en situation majoritaire). Trop souvent (re)présentés comme porteurs « intrinsèquement » d'une valeur positive, les lieux de mémoire doivent être au cœur de la réflexion pour comprendre l'ancrage des conflictualités par-delà le temps des combats, au risque, dans le processus de pacification des territoires, de mener des actions « inutiles », voire contre-productives. Penser les mémoricides (et plus généralement l'ensemble des processus « géocidaires ») par l'approche spatiale relève donc d'une compréhension indispensable à l'action dans les espaces de conflits.

[37] Le propos n'est pas ici de discuter des différentes catégorisations des acteurs de la « communauté internationale ». Pour désigner les différentes instances internationales et les différentes organisations transnationales engagées dans le processus de pacification (là encore, le propos n'est pas de discuter des distinctions entre maintien/imposition/restauration de la paix…), on utilisera donc ici l'idée d'acteurs « extérieurs » prenant en compte la déterritorialisation de leur territoires d'action par rapport à leurs territoires de légitimation.

[38] On reprend ici le vocable utilisé dans la géographie des confits d'usage et d'aménagement : le recours à l'idée de « style territorial » permet de désigner les manières dont les conflictualités (non armées) sont conditionnées, notamment par la (non-)publicisation du conflit d'usage/d'aménagement (par le recours à la médiance médiatique, par des manifestations, par des pétitions…), par un contexte social, spatial et politique spécifique qui leur contribue un « style territorial » particulier.

Manuscrit auteur (merci de citer la version publiée)
Bénédicte Tratnjek, 2014, « Mémoricides dans les espaces post-yougoslaves : de la destruction de la mémoire à la ré-écriture d'une mémoire excluante »,
dans Grégory Cattanéo (dir.), 2014, *Guerre, mémoire, identité*, Nuvis, Paris.

Annexe n°1 : Le projet « Skopje 2014 » et la « bataille des statues » : la construction d'*une* mémoire comme mémoricide



Statue de Metodija Andonov Čento

Statue de Metodija Andonov Čento (premier président de l'Assemblée de l'ASNOM – Assemblée antifasciste de libération populaire de Macédoine) inaugurée sur la place centrale de Skopje le 7 juin 2010. Pour un coût d'1,1 million d'euro, la statue de marbre pèse 2,5 tonnes, mesure 5 m de hauteur auxquels s'ajoutent les 2,5 m du piédestal.







Source des photographies :



Statue d'Alexandre le Grand

A l'image de la très contestée statue d'Alexandre le Grand (localement par la population albanaise de Macédoine qui y voit une réécriture d'une histoire macédono-macédonienne où les minorités n'aurait pas leur place ; comme à l'échelle de la région balkanique par l'Etat voisin grec qui revendique ce personnage historique comme appartenant à « son » patrimoine) sur la place de Macédoine, les statues et fontaines du projet « Skopje 2014 » sont désormais protégées (contre le vandalisme) 24 heures sur 24 par une agence de sécurité (pour un coup de 120 000 $ pour deux ans)

La production d'une nouvelle mémoire par l'espace passe également par une « bataille linguistique », avec l'effacement de la langue albanaise, seconde langue parlée en Macédoine. Ainsi, on voit ici des nationalistes du mouvement « Réveille-toi », coller sur les panneaux officiels posés par les autorités de la ville de Skopje, de nouveaux panneaux trilingues. Ceux qu'ils recouvrent sont en deux langues : la macédonien et l'anglais (pour les touristes). Par le projet « Skopje 2014 », l'imposition de la langue macédonienne comme langue unique de l'espace public a amené de nombreux conflits de représentation et de mémoire. Les fortes contestations contre la production d'une identité et d'une mémoire excluante se matérialisent par ce type d'actions pacifiques, mais également par une série de tentatives d'attentats. La matérialisation de la mémoire est perçue comme « légitime » pour les tenants de l'identité macédonienne ou comme une

Manuscrit auteur (merci de citer la version publiée)
Bénédicte Tratnjek, 2014, « Mémoricides dans les espaces post-yougoslaves : de la destruction de la mémoire à la ré-écriture d'une mémoire excluante »,
dans Grégory Cattanéo (dir.), 2014, *Guerre, mémoire, identité*, Nuvis, Paris.

Annexe n°2 : Les espaces de mémoire au cœur de la dispute territoriale dans la vallée de Preševo (Sud-Est de la Serbie)



La stèle en l'honneur des « martyrs » de l'UÇPMB

Le nom utilisé pour cette stèle est au cœur de la dispute entre les acteurs de l'albanité d'une part et de la serbité d'autre part. Le lieu de mémoire évoque ici les « martyrs », catégorisant ainsi les responsabilités de l'affrontement intercommunautaire. Pour les autorités de Belgrade, ce nom est perçu comme une violence symbolique, ce qui fait de la stèle, parmi tous les autres lieux de mémoire de l'albanité de la Vallée de Preševo un géosymbole.



La destruction de la stèle des « martyrs » de l'UÇPBM

La médiatisation participe de la symbolique des lieux de mémoire, dans leur construction comme dans leur destruction. Les autorités de Belgrade ont fait médiatisé ce conflit mémoriel par-delà les frontières de la Serbie, en refusant notamment de se rendre aux réunions de conciliation entre gouvernements de Serbie et du Kosovo tant que la stèle en serait pas détruite.



L'espace public comme lieu de la réécriture de la mémoire

Les panneaux de circulations et les rues sont des micro-lieux de mémoire, notamment par leur mention toponymique. La réécriture de la mémoire dans les territoires post-yougoslaves est matérialisée, depuis la fin des guerres de Yougoslavie, par des tags et graffitis qui « effacent » le toponyme de « l'Autre » (et le montrent ainsi comme « indésirable » dans le territoire du quotidien) et par des changements de noms de rue, voire de toponymes pour des villages ou villes. Le nouveau nom efface la mémoire de la pluriculturalité.

Source des photographies :
© *Le Courrier des Balkans*, en ligne

Manuscrit auteur (merci de citer la version publiée)
Bénédicte Tratnjek, 2014, « Mémoricides dans les espaces post-yougoslaves : de la destruction de la mémoire à la ré-écriture d'une mémoire excluante »,
dans Grégory Cattanéo (dir.), 2014, *Guerre, mémoire, identité*, Nuvis, Paris.

Annexe n°3 : Lieux d'une mémoire sur les rives de la rivière Ibar/Ibër (Kosovska Mitrovica/Mitrovicë, Nord du Kosovo) : les espaces de mémoire au service de la fragmentation urbaine



A la sortie nord du pont ouest, à Kosovska Mitrovica, a été inauguré un lieu de mémoire, en l'honneur des disparus de la guerre du Kosovo. Un lieu de mémoire excluant, où n'est utilisé que l'alphabet cyrillique, où les images utilisées sont des icônes de l'orthodoxie serbe, où seuls des Serbes sont honorés. Ce monument marque dans l'espace l'entrée dans le territoire serbe, que ce soit à l'échelle de la ville ou à celle du Kosovo. Le monument est ainsi utilisé pour borner l'espace (et non pour le polariser comme dans le cas des statues sur la rive sud). Une fois franchi ce monument, les marqueurs spatiaux sont très divers : affiches, pancartes, drapeaux, mais aussi vêtements… rappellent, par les icônes de l'orthodoxie et l'alphabet cyrillique la « serbité » de cette rive.



Sur l'autre rive, à Mitrovicë, sur la place la plus proche du pont Ouest, entourée de bâtiments qui, pour beaucoup, abritaient des administrations « yougoslaves », et dans les rues qui donnent sur cette place, sont disséminés différentes statues, géosymboles de l' « albanité ». Ces statues représentent soit des « héros » du peuple albanais (au-delà des frontières du Kosovo), soit des personnages représentant la double identité religieuse (musulmane et catholique) des Albanais du Kosovo (avec par exemple une statue de Mère Térésa). Ils mettent tous en avant l'alphabet latin, comme élément langagier du marquage spatial de l'appropriation du territoire. Ces statues, symboles d'une réinvention de l'Histoire, sont des pôles d'un espace géosymbolique albanais excluant.

Source des photographies :
© Bénédicte Tratnjek, 2010.
Publiées dans TRATNJEK, 2011.

Manuscrit auteur (merci de citer la version publiée)
Bénédicte Tratnjek, 2014, « Mémoricides dans les espaces post-yougoslaves : de la destruction de la mémoire à la ré-écriture d'une mémoire excluante », dans Grégory Cattanéo (dir.), 2014, *Guerre, mémoire, identité*, Nuvis, Paris.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie indicative :

BLAZINA, Vesna, 1996, « Mémoricide ou la purification culturelle : la guerre et les bibliothèques de Croatie et de Bosnie-Herzégovine », *Documentation et bibliothèques*, vol. 42, n°4, pp. 149-163.

BOGDANOVIC, Bogdan, 1993, « L'urbicide ritualisé », dans NAHOUM-GRAPPE, Véronique (dir.), *Vukovar, Sarajevo… La guerre en ex-Yougoslavie*, Editions Esprit, Paris, pp. 33-38.

BOUGAREL, Xavier, 1996, *Bosnie. Anatomie d'un conflit*, La Découverte, collection Les dossiers de l'Etat du Monde, Paris, 175 p.

BOURDIEU, Pierre, 1993, « Effet de lieu », dans BOURDIEU, Pierre (dir.), 1993, *La Misère du monde*, Le Seuil, Paris, pp. 249-262.

CALAME, Jon et Amir PASIC, 2009, « Post conflict in Mostar: Cart before the Horse », *Working Paper*, n°7, Divided Cities/Contested States, 20 p., en ligne : http://www.conflictincities.org/PDFs/WorkingPaper7_26.3.09.pdf

CHASLIN, Françoise, 1997, *Une haine monumentale de la ville. Essai sur la destruction des villes en ex-Yougoslavie*, Descartes & Cie, Paris, 120 p.

CHEVALIER, Dominique, 2012, « Spatialisation des mémoires douloureuses : l'exemple de la Shoah », *Cafés géographiques*, rubrique Des Cafés, compte rendu du café géographique du 12 décembre 2012 (à paraître), en ligne : http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=2565

COWARD, Martin, 2004, « Urbicide in Bosnia », dans GRAHAM, Stephen (dir.), 2004, *Cities, War and Terrorism. Towards an Urban Geopolitics*, Blackwell, Oxford, pp. 154-171.

COWARD, Martin, 2009, *Urbicide. The politics of urban destruction*, Routledge, Londres/New York, 161 p.

DAVIE, Michael F., 1993, « Les marqueurs de territoires idéologiques à Beyrouth (1975-1990), dans FRESNAUT-DERUELLE, Pierre (dir.), 1993, *Dans la ville, l'affiche*, EIDOS, Tours, pp. 38-58.

DERENS, Jean-Arnault, 2005, « Les mémoires antagonistes du Kosovo », *Le Monde diplomatique*, juillet 2005.

FRANÇOIS, Etienne et Thomas SERRIER, 2012, « Lieux de mémoire européens », *Documentation photographique*, n°8087, 64 p.

GRAHAM, Stephen (dir.), 2004, *Cities, War and Terrorism. Towards an Urban Geopolitics*, Blackwell, Oxford, 384 p.

LEVY-VROELANT, Claire et Isaac JOSEPH (dir.), 1997, *La guerre aux civils. Bosnie-Herzégovine 1992-1996*, L'Harmattan, Paris, 263 p.

MERMIER, Franck et Christophe VARIN (dir.), 2010, *Mémoires de guerres au Liban (1975-1990)*, Actes Sud, collection Sindbad, Arles, 618 p.

NORA, Pierre (dir.), 1984-1992, *Les lieux de mémoire*, Gallimard, Paris, 7 tomes.

RADENKOVIC, Mirko D., 2005, « La réécriture de l'histoire dans les manuels de Serbie après octobre 2000. Les fonctionnaires de la mémoire », dans VARRO, Gabrielle (dir.), 2005b, *Regards croisés sur l'ex-Yougoslavie. Des chercheurs face à leurs objets de recherche et aux événements sociaux et politiques*, L'Harmattan, collection Espaces interculturels, Paris, pp. 137-167.

RAMEL, Sylvie, 2005, *Reconstruire pour promouvoir la paix ? Le cas du "Vieux Pont" de Mostar*, Editions Euryopa, Genève, 104 p.

RAMEL, Sylvie, 2010, « Mostar, la reconstruction de Stari Most et les limites de "l'idéologie du pont" », dans BARIC, Daniel, Jacques LE RIDER et Drago ROKSANDIC (dir.), 2010, *Mémoire et histoire en Europe centrale et orientale*, Presses Universitaires de Rennes, collection Histoire, Rennes, pp. 299-310.

ROLLAND, Stéphanie, « Autochtones étrangers : les déplacés à Mostar après la guerre de Bosnie-Herzégovine », *Balkanologie*, vol. 8, n°1, juin 2004, pp. 189-209.

SERRIER, Thomas et Olivier LAZZAROTTI, 2013, « Lieux de mémoire en Europe, lieux de mémoire de l'Europe », *Cafés géographiques*, rubrique Des Cafés, compte rendu du café géographique du 29 janvier 2013, par Judicaëlle DIETRICH, en ligne :
http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=2607

TRATNJEK, Bénédicte, 2009, « Du jeu des "sept erreurs" du quartier Petite Bosnie. Les recompositions spatiales dans la ville de Mitrovica (Kosovo) », *EspacesTemps.net*, Mensuelles, 8 juin 2009, en ligne : http://www.espacestemps.net/articles/du-jeu-des-sept-erreurs-du-quartier-petite-bosnie/

TRATNJEK, Bénédicte, 2009, « Des ponts entre les hommes : Les paradoxes de géosymboles dans les villes en guerre », *Cafés géographiques*, rubrique Vox geographi, 12 décembre 2009, en ligne :
http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=1768

TRATNJEK, Bénédicte, 2010, « Les espaces de la mort à Mitrovica (Kosovo) : des géosymboles de la lutte identitaire », *Cahiers de l'ADES*, n°5, pp. 105-115, en ligne :
http://www.ades.cnrs.fr/IMG/pdf/CAHIERS_ADES5.pdf

TRATNJEK, Bénédicte, 2011, « Carte postale du cimetière serbe de Mitrovicë/Kosovska Mitrovica (Kosovo) », *Cafés géographiques*, rubrique Cartes postales du monde, 28 août 2011, en ligne :
http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=2242

TRATNJEK, Bénédicte, 2011, « Les lieux de mémoire dans la ville en guerre : un enjeu de la pacification des territoires », *Diploweb*, 31 octobre 2011, en ligne :
http://www.diploweb.com/Geographie-des-conflits-Les-lieux.html

TRATNJEK, Bénédicte, 2012, « Carte postale d'une ligne rouge (Sarajevo) », *Cafés géographiques*, rubrique Cartes postales du monde, 11 mai 2012, en ligne :
http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=2456

TRATNJEK, Bénédicte, 2012, « La destruction du "vivre ensemble" à Sarajevo : penser la guerre par le prisme de l'urbicide », *Lettre de l'IRSEM*, n°5/2012, 6 juin 2012, en ligne :

http://www.defense.gouv.fr/irsem/publications/lettre-de-l-irsem/lettres-de-l-irsem-2012/lettre-de-l-irsem-n-5-2012/releve-strategique/dossier-special-les-20-ans-du-siege-de-sarajevo-les-balkans-un-laboratoire-pour-la-pensee-strategique/la-destruction-du-vivre-ensemble-a-sarajevo-penser-la-guerre-par-le-prisme-de-l-urbicide

TRATNJEK, Bénédicte, 2013, « Carte postale ancienne de Stari Most (Mostar) : Les cartes postales sont-elles des "lieux de mémoire" ? », *Cafés géographiques*, rubrique Cartes postales du monde, 19 février 2013, en ligne : http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=2640

VARRO, Gabrielle (dir.), 2005, *Regards croisés sur l'ex-Yougoslavie. Des chercheurs face à leurs objets de recherche et aux événements sociaux et politiques*, L'Harmattan, collection Espaces interculturels, Paris, 246 p.

VESCHAMBRE, Vincent, 2004, « Appropriation et marquage symbolique de l'espace : quelques éléments de réflexion », *Travaux et documents de l'ESO*, n°21, mars 2004, pp. 73-77, en ligne : http://eso.cnrs.fr/TELECHARGEMENTS/revue/ESO_21/veschambre.pdf

VESCHAMBRE, Vincent, 2008, *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Presses Universitaires de Rennes, collection Géographie sociale, Rennes, 315 p.

WARCHITECTURE, 1994, *Urbicide Sarajevo*, Association of Architects Das-Sabir, Sarajevo, s.p.

Presse :

BACIC, Mašenjka, 2013, « Croatie : une statue de Tuđman à Split ? Non merci ! », *H-Alter…*, traduit par Siniša OBRADOVIC, pour *Le Courrier des Balkans*, en ligne : http://balkans.courriers.info/article21616.html

BAJRAKTARI, Hysni, 2013, « Serbie : le "monument de la discorde" enflamme la Vallée de Preševo », *Le Courrier des Balkans*, 10 janvier 2013, en ligne : http://balkans.courriers.info/article21519.html

BERTHAULT, Laurent, 2010, « Ségrégation à l'école », émission Accents d'Europe, *RFI*, 30 septembre 2010, en ligne : http://www.rfi.fr/emission/20100930-segregation-ecole

BESIRBASIC, Belma, 2007, « Education en Bosnie : la ségrégation ethnique se porte bien et l'OSCE patine », *Dani*, 19 octobre 2007, traduit par Anela BARAKOVIC, pour *Le Courrier des Balkans*, en ligne : http://balkans.courriers.info/article9114.html

DAVIES, Catriona, 2011, « Is Macedoina's capital being turned into theme park? », *CNN*, 11 octobre 2011, en ligne : http://edition.cnn.com/2011/10/04/world/europe/macedonia-skopje-2014

GUESNE, Sophie, 2013, « Skopje 2014, un projet nationaliste qui divise », émission Grand Reportage, *RFI*, 26 février 2013, en ligne : http://www.rfi.fr/emission/20130226-skopje-2014-projet-nationaliste-qui-divise

KAMBERI, Belgzim, 2011, « "Tric-troc des territoires" : vallée de Preševo contre nord du Kosovo, une question de nouveau d'actualité ? », *Le Courrier des Balkans*, 28 novembre 2011, en ligne :

http://balkans.courriers.info/article18728.html

KAMBERI, Belgzim, 2012, « Serbie : à Bujanovac, des noms de rue qui divisent », *Le Courrier des Balkans*, 8 février 2012, en ligne : http://balkans.courriers.info/article19196.html

KASTEL, Jean-Baptiste, 2012, « Architecture et nation dans les Balkans : du kitsch au moderne », *nouvelle-europe*, 30 août 2012, en ligne : http://www.nouvelle-europe.eu/architecture-et-nation-dans-les-balkans-du-kitsch-au-moderne

LEVY, Alexandre et Mandi GUEGUEN, 2012, « Les rêves de grandeur des Albanais », *Le Courrier international*, 28 novembre 2012, en ligne : http://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/2012/11/28/les-reves-de-grandeur-des-albanais

MARUSIC, Siniša-Jakov, 2010, « Macédoine : "Skopje 2014", catastrophe urbanistique annoncée », *BIRN*, 5 février 2010, traduit par Stéphane SURPRENANT, pour *Le Courrier des Balkans*, en ligne : http://balkans.courriers.info/article14630.html

MARUSIC, Siniša-Jakov, 2011, « Macedonia to Market 'Skopje 2014' Souvenirs », *BalkanInsight*, 4 août 2011, en ligne :
http://www.balkaninsight.com/en/article/macedonia-to-launch-skopje-2åaa4-souvenirs

MARUSIC, Siniša-Jakov, 2012, « Skopje 2014: The new face of Macedonia, updated », *BalkanInsight*, 11 mai 2012, en ligne : http://www.balkaninsight.com/en/gallery/skopje-2014

RISTIC, R., S. NOVOSEL et A. IVANISEVIC, 2012, « Serbie : les monuments de la discorde », *Danas*, 24 novembre 2012, traduit par Jasna ANDJELIC, pour *Le Courrier des Balkans*, en ligne : http://balkans.courriers.info/article21244.html

TASEV, Marija, « Urbanisme : les monuments de "Skopje 2014" poussent comme des champignons », *Dnevnik*, 8 juin 2010, traduit par Andrijana PAPIC, pour *Le Courrier des Balkans*, en ligne : http://balkans.courriers.info/article15380.html